

DISCOURS D'INVESTITURE DU **GOVERNEMENT DE TRANSITION**

**Excellence Monsieur le premier Ministre,
Mesdames, Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs les Chefs de Missions,
Diplomatiques et Représentants des
Organisations Internationales,
Mesdames, Messieurs,**

Nous sommes réunis ici pour lancer publiquement les travaux du gouvernement de transition.

Ce Gouvernement s'inscrit dans le cadre du changement intervenu le 25 Juillet 1996. Les circonstances qui ont conduit à ce changement sont désormais connues de tous. Nous avons expliqué au pays et au monde le sens et la portée de cet acte salutaire pour le peuple burundais. Il ne s'est pas agi d'un coup de force dirigé contre la démocratie. Le pays sombrait chaque jour . Il risquait de s'abîmer totalement et définitivement dans le sang de ses propres enfants . Les violations massives des droits de l'homme, les actes de génocide caractérisés conduisaient à un désastre humanitaire certain. Les autorités d'alors, comme la Communauté Internationale, annonçaient l'imminence de la catastrophe. Dans ces conditions, faute d'une autre perspective , en l'absence d'une alternative crédible, nous avons opéré le changement pour sauver notre peuple de la perte.

MESDAMES , MESSIEURS ,

Cette opération de sauvetage d'un peuple en perdition, nous en assumons l'entière responsabilité devant la Communauté Internationale, devant le peuple burundais et devant notre conscience. Nous redisons notre gratitude à ceux qui ont compris la pureté de cet acte, et ils sont nombreux. A ceux qui s'interrogent ou accusent, particulièrement les voisins, nous avons promis tous les éclairages et tous les explications. D'ores et déjà, nous avons une certitude sur le comportement des leaders responsables de notre région : dans les mêmes conditions, devant la perspective d'un désastre anéantissant leur peuple et leur nation, ces leaders auraient agi comme nous l'avons fait ! Ils auraient tenté une « opération de sauvetage » pour éviter le pire à leur pays.

MESDAMES, MESSIEURS ,

La gravité des circonstances présentes qualifie le gouvernement que nous investissons aujourd'hui : c'est un Gouvernement de salut public.

Nous vous en présenterons d'abord le profil. Nous rappellerons ensuite les priorités qui seront les siennes et aussi les nôtres . Nous dirons enfin ce que nous-même et le pays attendons du Gouvernement, de façon concrète et immédiate.

En premier lieu, le profil !

En formant ce Gouvernement , nous avons d'abord pensé aux qualités de la personnalité digne de le conduire et de l'animer. La compétence, l'indépendance, la rigueur et surtout, l'engagement pour la cause de l'unité et de la paix, ces qualités essentielles sont incarnées par le nouveau Premier Ministre que je félicite avec toute son équipe.

En outre, la formation de ce gouvernement a obéi à nombre de principes. D'abord une large ouverture : les membres du Gouvernement appartiennent aux diverses ethnies, aux diverses régions et aux divers horizons. Pour autant, les membres du Gouvernement ne représentent pas des intérêts sectaires, ni ethniques, ni régionaux ou autres. Ils représentent le Burundi d'aujourd'hui dans sa diversité. Ensemble, ils sont le Gouvernement de la République. Ils doivent , incarner, représenter et défendre les intérêts de tous les citoyens burundais.

Ensuite, nous avons choisi des personnalités pour leur engagement personnel, potentiel et actuel dans l'oeuvre, urgente, de reconstruction nationale. Nous n'avons forcé la main à personne. Nous n'avons procédé à aucun marchandage avec les états-majors des partis politiques.

Ouverture à toutes les tendances, recours à l'engagement personnel et libre, tels sont donc les principes qui ont guidé la désignation du Gouvernement. Le choix de ces principes lui-même obéit à une exigence fondamentale dans les circonstances présentes : face au génocide, face au danger de la destruction de toute une nation, les parades ne sont pas innombrables, c'est **l'union sacrée** de tout peuple. Personne n'a le droit d'esquiver. Personne ne doit être exclu, laissé sur le bord du chemin. En effet, le redressement national réussira si, et seulement si, il est **une oeuvre commune** car, la tâche est immense.

Mesdames , Messieurs,

La tâche est immense , en effet. C'est pourquoi il es nécessaire d'établir des priorités.

Première priorité : donner un coup d'arrêt conjurer les massacres et le génocide. Pour ce faire, des actions immédiates s'imposent au Gouvernement et à la population Burundaise :

- des mesures concrètes, préventives et répressives, doivent être prises **pour protéger toutes les populations**, hutu, tutsi, twa et étrangères, sans exclusive.
- La population rurale et citadine, la jeunesse, les administratifs, les forces de l'ordre, toutes les catégories doivent s'imposer une discipline de fer pour s'interdire autour de soi, la destruction de la vie : ni agression , ni vendetta, personne n'a le droit d'enlever la vie à un innocent. Même les criminels doivent être jugés.
- Des mesures concrètes doivent être prises pour mobiliser, organiser et encadrer tout le peuple pour faire échec aux violence meurtrières des tueurs.

MESDAMES, MESSIEURS

Dans ce pays , il y a eu des violations massives des droits de l'homme depuis trois ans. Dans ce pays, il y a eu des actes des génocide contre des populations innocentes ciblées. Il faut stopper cette infamie. Elle brouille notre avenir, elle nous enferme dans le réduit des parias ; elle avilit notre culture séculaire qui faisait de la vie, la valeur la plus sacrée. Nous ne pouvons nous résigner au génocide, cette ignominie. Le peuple burundais n'en veut pas . Ceux

qui persistent à l'enchaîner dans ce piège ne l'aiment pas. Ils le tiennent en otage. Cela doit cesser.

MESDAMES, MESSIEURS ,

La cessation des tueries permettra la mise en oeuvre **de la deuxième priorité**, à savoir la restauration de la paix à travers le dialogue.

La première étape de la restauration de la paix sera en effet l'engagement d'un dialogue franc, et honnête entre tous les Burundais. Seront éligibles au rendez-vous du dialogue tous les citoyens burundais sans exclusive. Ceux qui ont cru poursuivre les objectifs politiques en prenant les armes devront les déposer, renoncer à la violence et répudier les idéologies destructrices de l'extermination et du génocide.

Dans les prochaines semaines, nous préciserons les étapes du processus de dialogue, les formes et modalités de sa mise en oeuvre effective ! Nous demandons à nos partenaires de faire preuve de patience. L'engagement d'instaurer le dialogue pour gagner la paix sera tenu. Nous ne nous déroberons pas.

La troisième priorité est de renouer avec le processus démocratique en passant par l'organisation d'un débat national profond. Nous allons lancer ce débat national sans tarder. Dans les prochaines semaines, nous indiquerons concrètement comment il sera conduit. Nous indiquerons également l'apport que nous attendons de nos partenaires pour sa réussite. Nous incitons tous ceux qui avaient commencé à nous aider, à MWANZA, ARUSHA et ailleurs, à rester disponible pour continuer à nous assister dans les voies que nous préciserons.

A l'issue de ce débat, les Burundais décideront du système politique souhaitable pour leur pays . De même, c'est à l'issue de ce débat que les Burundais décideront des institutions démocratiques convenables pour leur pays. Ces institutions seront aussitôt mises en place. Si le peuple le décide ainsi, même les partis politiques recommenceront à fonctionner pleinement. Ici aussi nous demandons la patience et la confiance. Nous tiendrons parole.

Outre la question fondamentale relative au nouvel édifice institutionnel, le débat national abordera d'autres problèmes majeurs, tels la justice et la sécurité, en vue de bâtir un consensus national pour une cohabitation pacifique entre tous les composants de la nation.

Mesdames, Messieurs,

Le dialogue et le débat constituent l'instrument de la démocratie véritable. Le dialogue et le débat constituent le moyen de l'entente et de la réconciliation ici comme ailleurs. Le dialogue et le débat sont le ciment de la paix et de la stabilité des sociétés et des Etats modernes. Telle est notre conviction de toujours. Nous l'avons démontré par les faits, dans le passé.

Point n'est donc besoin de pressions ou de condamnations. La Communauté Internationale n'a pas besoin de nous forcer au dialogue et au débat. **Le dialogue** et le débat honnête, c'est notre **chemin familial**. Nous demandons à la Communauté Internationale de nous juger sur les actes. Au lieu de nous suspecter, la Communauté Internationale est invitée à nous aider à mettre en oeuvre les priorités que nous nous assignons. L'intérêt du peuple Burundais est là. Les chances de la paix sont là. Servir l'intérêt des Burundais, servir la paix, c'est d'abord saisir la complexité des réalités burundaises, accompagner les Burundais dans leurs propres efforts sincères et harmoniser les rythmes dans la marche vers la paix. Forcer la marche peut compromettre le but final.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

La troisième priorité, c'est la réhabilitation de la justice et l'éradication de l'impunité. Tout le monde devrait convenir que la justice constitue un des puissants leviers du retour de paix. A cet égard, l'impunité des crimes de sang doit être combattue dans concession. Nous affronterons cette question dans défiance et avec équité. Ici aussi, nous respecterons les principes élémentaires suivants : chacun répondra de ses actes devant les tribunaux ; les droits de la défense seront scrupuleusement respectés ; la justice de la rue ne sera jamais tolérée ; personne ne sera poursuivi pour ses opinions et convictions politiques.

Dans ces conditions, pour se laver de tout soupçon, pour retrouver son honneur et sa dignité, tout MUSHINGANTAHE devrait se présenter spontanément devant les juridictions et confondre les spéculateurs qui accusent des innocents sans preuve. Pour donner toutes ses chances à la réconciliation , il faudra vider petit à petit tous les contentieux, devant les tribunaux, devant les collègues de notables ou grâce à toutes autres formules qu'il faut imaginer et mettre en oeuvre sans léser personne.

La quatrième priorité, c'est la réintégration sociale des déplacés, des dispersés et des réfugiés. Les Burundais doivent savoir qu'ils se comptent par centaines de milliers et qu'ils vivent souvent dans des conditions infra-humaines. Promiscuité, privations de toutes sortes, absence de perspective et d'espoir dans l'avenir, voilà des réalités douloureuses, parmi d'autres, qui atteignent cette population, au physique et au moral.

Réhabiliter cette population dans une vie descente, les aider à retrouver leur dignité, constituera une contribution à la paix. Le gouvernement et toutes les bonnes volontés doivent rester mobilisés, aujourd'hui plus qu'hier, pour aider dans la réinstallation et la réinsertion sociale de ces infortunés, victimes de la folie meurtrière des hommes.

La cinquième priorité, c'est le redressement de l'économie. A cet égard, nous voudrions d'abord féliciter la population burundaise pour sa tenacité au travail, en particulier le monde rural tout au long de cette crise. Je félicite également les nombreuses entreprises privées, nationales et étrangères , qui ont maintenu leurs activités, refusant d'abandonner le pays dans l'épreuve de cette guerre insensée.

Nous promettons de récompenser tous ceux qui ont tenu bon en restaurant la rigueur dans la gestion de l'économie. Les gaspillages et le pillage systématique du patrimoine de l'Etat doivent cesser. Ceux qui en avaient fait une habitude doivent en répondre . A tous les partenaires étrangers, voisins et lointains, nous réaffirmons notre disponibilité pour travailler à la reprise des activités et de la coopération dans l'intérêt de la paix que tout le monde recherche. Ni la suspension de la coopération, ni les sanctions, rien de tout cela ne s'inscrit dans la ligne de la paix, au contraire. C'est le peuple burundais, déjà déshérité, qui va ressentir le plus durement des privations supplémentaires, inutiles et immorales : manque de fournitures nécessaires à la population agricole, carence de soins et de médicaments en faveur des catégories les plus vulnérables, disparition d'emplois déjà rares.

La paix ne fera qu'y perdre des chances. Seuls les fauteurs de guerre s'en réjouiront et se sentent déjà encouragés. Pour nous, le redressement économique, le rétablissement des conditions d'une vie plus ou moins descente, constituent des éléments favorables au retour de la paix. Nous demandons à nos partenaires de le comprendre et d'ajuster leurs positions à la logique de la paix. Nous demandons au premier Ministre et au Gouvernement d'expliquer à nos partenaires et de les convaincre que « enfoncer le pays dans la misère favorise plutôt les extrémistes et les fauteurs de guerre » !

**Excellence Monsieur le Premier Ministre
Mesdames, Messieurs les Ministres,**

Les priorités et les défis que nous venons de présenter constituent l'ossature des missions du Gouvernement. Il vous appartient de les préciser, de les couler dans vos programmes, de les expliquer à la population et aux amis étrangers, et de les exécuter.

Dans l'immédiat, le pays et nous-même attendons de vous l'accomplissement, sans délais, des missions suivantes :

Premièrement, il faut rétablir la sécurité en prenant des mesures de protection pour chaque citoyen et pour tous les citoyens dans leur ensemble.

Deuxièmement, il faut restaurer la paix, il faut faire la paix. Cette exigence sera rencontrée à deux conditions :

D'abord restaurer la confiance ! La confiance entre les communautés ethniques, la confiance entre les divers courants ou sensibilités politiques, la confiance entre le Burundi et ses partenaires extérieurs dont une grande partie croit dans notre projet de réconciliation et le soutient.

Ensuite, restaurer la paix passe par le **rétablissement de l'autorité de l'Etat**. Pour recréer l'autorité de l'Etat, les attitudes suivantes sont requises de chaque membre du Gouvernement et de l'équipe dans son ensemble.

Il faut d'abord que les dirigeants méritent la **confiance** des populations. Pour mériter cette confiance, il faut cultiver la droiture et la transparence : bannissez le double langage et les propos obliques.

Ensuite pour redonner du crédit à l'Etat, ses représentants que vous êtes doivent éviter la duplicité et la tricherie. Il faut être vrai, honnête, au niveau des idées, au niveau du comportement et au niveau de la gestion de la chose publique.

En troisième lieu, pour restaurer l'autorité de l'Etat, ses représentants doivent **témoigner qu'ils veulent et défendent le bien du peuple tout entier**. Parmi vous, qu'il n'y ait jamais des ministres rangés, travaillant pour leur ethnie contre l'autre ! Cette logique sectariste a ruiné l'Etat dans beaucoup de pays africains. Elle a promu les divisions et des factions irréconciliables qui finissent par broyer le peuple et la nation.

Enfin pour restaurer l'Etat, les membres du Gouvernement doivent **servir l'Etat**, mettre la main à ma pâte, organiser, animer les administrations et tous les partenaires, sur la base de programmes précis, susceptibles d'être évalués. Le Gouvernement doit se mettre au travail immédiatement. Le redressement du pays ne peut plus attendre.

Excellence, Mesdames , Messieurs,

Dans ces quelques paroles, nous venons de redire au pays et au monde les priorités que le Gouvernement s'est choisi. Les priorités et les orientations présentes ici forment les contours du projet, c'est celui-là : stopper les violations massives des droits de l'homme, conjurer le génocide, faire la paix par la voie du dialogue et du débat, préludes à l'avènement d'une démocratie adaptée et à une relance de l'économie. Voilà l'ambition que nous avons pour le Burundi humilié, déchiré et défiguré par des divisions, des haines et des crimes insensés. Ici et là, l'on me prête d'autres intentions. Mais je n'ai que cette ambition là .Je n'ai pas d'autre projet sinon de réanimer le BURUNDI et de réconcilier ses enfants.

La plupart de nos amis étrangers comprennent et soutiennent ce projet. Le peuple burundais a compris et nous suit sur ce chemin salutaire. Les incompréhensions observées ici et là , nous les mettons sur le compte d'une information inadéquate sur la situation qui prévalait avant le 25 juillet 1996. Personne en effet ne saurait préférer la tragédie qui faisait saigner le Burundi chaque jour, à l'accalmie d'aujourd'hui et à la perspective de normalisation. Dans tous les cas, le choix du peuple burundais est clair : il préfère vivre.

En attendant de convaincre nos partenaires réticents, nous demandons au Burundi de faire face à l'adversité, dans le calme et la dignité.

L'embargo et les sanctions vont contribuer à freiner notre marche vers le retour à la paix. Nous demandons à ceux qui nous les imposent de réviser leur

politique puisque, nous le savons, ils veulent la paix pour ce pays. Nous exhortons particulièrement les pays voisins à soutenir les efforts de réconciliation et la politique de dialogue que nous envisageons. L'hostilité risque de faire le jeu des extrémistes. La paix n'y gagnera rien. En tout état de cause, le peuple burundais doit être prêt à tous les sacrifices pour assurer sa survie. J'exhorte à la cohésion le gouvernement, les dirigeants à tous les niveaux, tous les acteurs économiques et la population. Face aux difficultés qui s'annoncent, nous devons présenter un seul front, soudés, et déterminés, dans le travail. Un peuple uni, qui sait ce qu'il veut, qui sait ce qu'il ne veut pas, est garanti d'avancer, même à travers des difficultés. Le peuple burundais refuse le suicide collectif. Il veut la vie. Il veut la paix. Nous le savons, les vrais amis finiront par comprendre et ne manqueront pas de nous soutenir. Mais les ressources premières pour la survie d'un peuple se retrouvent d'abord **en son sein**. Le peuple burundais ne fait pas exception. Nous demandons donc d'avancer, ensemble, en confiance.

Je vous remercie !